

Les jardins qui poussent de jeunes Maliens à revenir à la terre

A Maréna, au Mali, la culture maraîchère et fruitière se profile de plus en plus comme une alternative à l'exode rural et à l'émigration.

Maréna Diombougou, une commune rurale située à moins de cinquante kilomètres de Kayes, à l'ouest du Mali. En cette fin octobre, période de transition entre l'hivernage et la saison sèche, le travail des cultivateurs se partage entre la récolte des céréales et de l'arachide et les semis d'oignons. Dans deux mois, les bords de la Kolimbiné, la rivière qui baigne les huit villages de la commune de Maréna, se couvriront de jardins sur des kilomètres.

Plants arrachés

Il y a encore quinze ans, rien de tout cela n'existait. Les rares pionniers qui s'adonnaient au maraîchage ou à la culture fruitière étaient taxés de «fous». Au début, certains producteurs retrouvaient même leurs plants arrachés. Ils devaient parfois jeter, ou donner, des légumes qui n'entraient pas dans les habitudes alimentaires des villageois. A part une ou deux variétés traditionnelles cultivées par les femmes, comme l'aubergine africaine ou le haricot, il fallait se rendre à Kayes pour trouver des fruits et légumes.

Aujourd'hui, ils sont plus de 1700 à exploiter un périmètre individuel. En comptant les parcelles collectives des associations de femmes, le nombre de producteurs dépasse 3000 personnes, pour une commune de 23'000 habitants environ. Un grand nombre de cultivateurs sont regroupés au sein de l'Association des planteurs et maraîchers de Maréna Diombougou, créée en 1999.

Depuis quelques années, les producteurs de la région ont surtout misé sur la culture de l'oignon. Les membres de l'association s'entendent sur le prix de vente de ce légume, afin de combattre la sous-enchère. Par contre, les maraîchers ne sont pas encore en mesure de produire leurs propres semences d'oignons, et restent dépendants des firmes agroalimentaires.

Le retour des émigrés

Fait nouveau dans une région fortement touchée par l'exode rural et l'émigration: les hommes de 20 à 40 ans sont de plus en plus nombreux à se lancer dans la culture maraîchère et fruitière, parfois après avoir tenté leur chance à l'étranger.

C'est le cas de Maciré Dramé, 37 ans. Après quatre ans au Congo-Brazzaville, d'où il a été chassé par la guerre, il a gagné la France. Au bout de trois ans d'emplois précaires dans le nettoyage, il a été arrêté et emprisonné pendant cinq mois pour séjour illégal, avant d'être refoulé en 1998. A son retour au Mali, il a d'abord tenté de travailler dans le transport.

Depuis 18 mois, Maciré Dramé a son propre périmètre, qui lui a permis de payer les soins pour un de ses enfants et de s'acheter une moto. Il ne pense plus à s'expatrier. «Si tu n'as pas fait l'aventure, tu ne connais pas les conséquences. Les gens croient qu'il suffit de partir pour ramasser l'argent facilement».

Aboulaye Nyauma Siby, âgé d'une quarantaine d'années, a d'abord émigré au Togo, où il a travaillé dans le commerce durant dix ans. A son retour à Maréna, il s'est mis au maraîchage, «parce que la terre ne ment pas». Il a appris le métier en travaillant dans l'exploitation d'un ancien émigré, Abdou Siby, avant de commencer à exploiter son propre jardin il y a deux ans, sans autre aide financière qu'un prêt de 50'000 francs



Pépinère d'oignons

CFA (un peu plus de cent francs suisses) à la caisse villageoise, qu'il a remboursé après six mois. «C'est ma propre capacité qui m'a permis de réaliser ça, relate-t-il. Au début, c'est très dur». Aujourd'hui, il produit dix tonnes d'oignons par saison. «En dix ans à l'extérieur, je n'ai pas gagné autant qu'en deux ans ici», affirme-t-il.

«Autrefois, même quand on les payait, les jeunes ne voulaient pas travailler aux champs. Ils pensaient que ce sont les bons à rien qui pratiquent l'agriculture.»

Jeunes plus autonomes

L'émigration continue d'exercer un attrait considérable sur les jeunes de la région, malgré le durcissement des politiques migratoires européennes. Mais elle n'est plus le seul horizon de toute une génération. Avec le développement d'activités comme la culture maraîchère et fruitière, certains jeunes commencent à penser qu'il existe une alternative. A vingt ou vingt-cinq ans, ils exploitent parfois leur propre parcelle. Ils ne sont plus tenus de verser leurs revenus dans le pot commun de la famille élargie, mais peuvent en garder une partie pour leurs besoins et ceux de leur foyer.

«Autrefois, même quand on les payait, les jeunes ne voulaient pas travailler aux champs. Ils pensaient que ce sont les bons à rien qui pratiquent l'agriculture», relate



Abdou Siby



Maciré Dramé



Lakamy Sima

Lakamy Sima, président de l'ORDIK (Organisation rurale pour le développement intégré de la Kolimbiné), une organisation intervillageoise fondée par d'anciens migrants, et maire de la commune de Kolimbiné, qui se trouve à une dizaine de kilomètres en aval de Maréna.

Manque d'eau

Les grandes sécheresses des années 1970 et les vagues d'émigration consécutives avaient détourné les jeunes des travaux des champs, considérés comme synonymes de misère et d'arriération. Le maraîchage, moins directement dépendant des pluies que la culture des céréales, est en passe de changer cette image.

A Maréna, les cultivateurs arrosent leur jardin avec l'eau des puits ou de la rivière, certains au moyen de motopompes, d'autres à la main. Lorsque le débit de la

Kolimbine faiblit, les villageois dressent des barrages de fortune au moyen de branchages ou de sacs de sable. Mais cela n'empêche pas la rivière de tarir autour de fin mars, alors que certaines cultures ne sont pas arrivées au bout de leur cycle. En aval, dans la commune de Kolimbiné, plusieurs micro-barrages permettent de retenir l'eau toute l'année. Les habitants de Maréna espèrent donc obtenir un financement pour la construction d'un ouvrage similaire sur leur territoire.

«Il ne faut pas vouloir aller trop vite» Chronique d'un succès qui a longtemps eu l'air d'un échec

La région de Kayes est une terre d'émigration. Dans la commune de Maréna, plus d'un habitant sur dix vit à l'étranger, le plus souvent en France ou sur le continent africain. La migration a permis d'enrayer en bonne partie la famine, de créer des écoles et des centres de santé. Mais elle a aussi eu pour effet pervers d'affaiblir la production agricole locale.

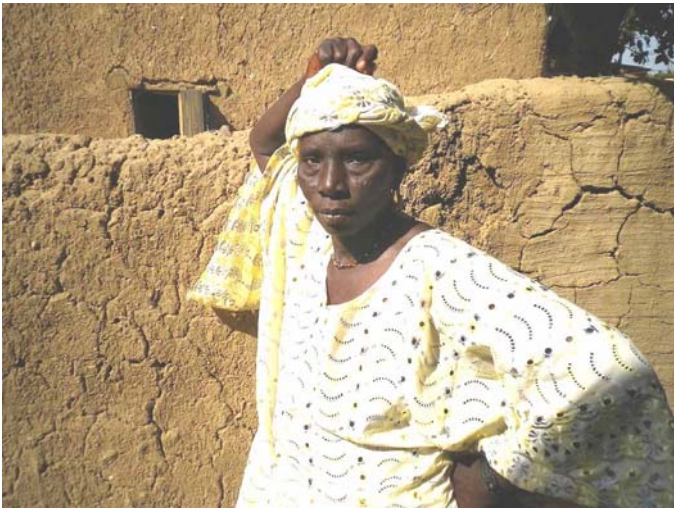
Les familles restées au village, privées de nombreuses forces de travail, ont pris l'habitude de se nourrir grâce aux denrées fournies par leurs expatriés. L'importation massive de riz asiatique dans toute l'Afrique de l'ouest a créé une dangereuse dépendance. Les populations en ont fait l'expérience en 2008, lorsque le prix du sac de riz a doublé avec la crise alimentaire mondiale.

Les fruits de la migration

Sans les migrants, en revanche, le maraîchage ne se serait probablement pas développé autour de la Kolimbiné. A partir du début des années 1990, des organisations fondées par d'anciens émigrés ont formé des producteurs au jardinage. Il s'agit notamment de l'ORDIK dans la

commune de Kolimbiné et de l'association Diama Djigui à Maréna. Dans un premier temps, ces efforts ont semblé vains. Ce n'est qu'à partir de 2000, alors que les projets – et leur financement – étaient arrivés à terme que le maraîchage a commencé à prendre racine. Son véritable essor semble dater de cinq ans environ. Comment comprendre cette chronologie paradoxale?

«Nous avons formé deux jeunes par village. Malheureusement, aucun d'entre eux n'a appliqué ce qu'il avait appris, relate Lakamy Sima, président de l'ORDIK. Parce que ce n'était pas leur demande. C'est souvent ce qui se passe avec les projets des ONG ou des Etats.»



Une autre temporalité

Mais ces tentatives n'ont pas été un échec complet, loin s'en faut. Il aura suffi de quelques cultivateurs têtus pour que leur exemple germe dans certains esprits. La dynamique a donc eu sa propre temporalité, qui échappait à celle des projets proprement dits. «Les gens qui ont pensé que c'était raté voulaient des résultats tout de suite, commente Lakamy Sima, président de l'ORDIK. Il ne faut pas vouloir aller trop vite. Sinon, on est sûr d'échouer.»

«Les gens qui ont pensé que c'était raté voulaient des résultats tout de suite. Il ne faut pas vouloir aller trop vite. Sinon, on est sûr d'échouer.»

Lorsque la preuve de la réussite est faite, l'émulation³ fonctionne comme un ressort puissant.

Un autre facteur a probablement contribué à l'essor de la culture maraîchère et fruitière: la modification des rapports entre les migrants et les familles restées au pays. Depuis environ dix ans selon les témoignages, il arrive couramment que des expatriés financent l'achat de matériel agricole, en particulier de motopompes. Il s'agit d'un phénomène relativement



Barrage à Kabaté



L'eau pour les jardins maraichers

Après l'éclatement de Diama Djigui, l'Association des planteurs et maraîchers de Maréna-Diombougou s'est constituée en 1999 autour d'un petit nombre de volontaires. Elle a crû progressivement, jusqu'à compter au moins 700 membres actuellement¹. «La poignée de personnes qui ne se sont pas découragées ont donné l'exemple», explique Mehedi Diallo, président de l'association Benkuto², qui regroupe des jeunes paysans de Mogoya Fara, un village de la commune de Maréna.

¹Ce chiffre ne comprend vraisemblablement pas les femmes cultivant des jardins collectifs.

²Benkuto est membre de l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP)

nouveau. Auparavant, les migrants préféraient fournir des produits finis plutôt que de réaliser des investissements dont ils n'avaient pas la maîtrise. Dans d'autres cas de figure, le maraîchage est une issue pour des personnes qui ne peuvent pas compter sur les revenus de l'émigration, soit qu'ils n'ont aucun membre de leur famille à l'extérieur, soit que les migrants ne leur envoient pas ou peu d'argent en raison de la précarité de leurs conditions de vie ou d'une conception plus restreinte de la solidarité familiale. «La deuxième génération d'émigrés n'a pas la même mentalité, analyse Lakamy Sima. Avant, ceux qui partaient allaient

³Les villageois parlent plutôt de «jalousie», un terme qui n'est pas connoté négativement.

pour la famille au sens africain du terme. Aujourd'hui, la famille c'est moi, ma femme et mes enfants. Rares sont ceux qui raisonnent comme autrefois.»

Le savoir-faire des autres

L'expérience et la connaissance se partagent. Pour beaucoup de producteurs, le fait d'avoir eu l'occasion, de manière planifiée ou non, d'apprendre des rudiments du travail maraîcher au contact d'autres paysans, a été déterminant. Le savoir-faire se transmet aussi à l'intérieur même de la zone, notamment par le biais de l'Association des planteurs et maraîchers de Maréna-Diombougou. De jeunes producteurs, qui ont tout juste quelques années d'expérience, se déplacent d'un village à l'autre pour aller appuyer ceux qui débutent.

Michaël Rodriguez

L'ORDIK (Organisation rurale pour le développement intégré de la Kolimbiné) a construit en 1995 des mini-barrages avec les financements de la Fédération genevoise de coopération.

Nous venons de déposer à la FGC le projet pour la construction de barrages au profit de l'Association des planteurs et maraîchers de Maréna Diombougou.

Soutenir le travail des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

- Devenir membre de soutien
- Faire un don pour un projet ou le travail de Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud, **demandez un BV ou utilisez le CCP ci-dessous**
- Participer aux activités des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud
- Diffuser notre bulletin

Nom : _____

Adresse : _____

Localité : _____

E-mail : _____

AGENDA

Nous vous invitons chaleureusement à venir du 27 au 29 janvier 2011 au **3^e Carrefour genevois de la Solidarité** au Théâtre Forum Meyrin, organisé par la FGC. Le thème nous concerne et vous concerne au plus près : « **L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous ? Regards Nord-Sud sur la souveraineté alimentaire** ».

Retenez aussi votre jeudi soir, 27 janvier, pour le concert d'une artiste exceptionnelle du Mali : Bako Dagnon



Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud,
cp 245, CH-1233 Bernex
SoliSud@Cocagne.ch - www.Cocagne.ch
CCP: 30-17 5347-2, Les Jardins de Cocagne -
Solidarité Nord et Sud, Dons

Membre de
la Fédération
genevoise de
coopération
(FGC)

